

Le président sortant Alexander Van der Bellen devrait conserver son poste en Autriche

Le 9 octobre prochain, 6,4 millions d'Autrichiens sont appelés aux urnes pour le premier tour de l'élection présidentielle. Ce scrutin est traditionnellement organisé au printemps, mais la dernière élection présidentielle en 2016, véritable feuilleton qui avait débuté en avril pour s'achever en décembre, a repoussé de fait à l'automne ce scrutin.

Le 4 décembre 2016, Alexander Van der Bellen a été élu à la présidence de l'Autriche avec 53,79% des suffrages ; son adversaire, le candidat populiste Norbert Hofer (Parti de la liberté, FPÖ) en recueillant 43,21% lors d'un « 3e » tour organisé après l'invalidation du 2e tour du 22 mai 2016 qui avait vu la victoire d'Alexander Van der Bellen avec 30 863 suffrages d'avance. Norbert Hofer avait contesté les résultats et le 1er juillet, la [Cour constitutionnelle](#) avait invalidé le 2e tour indiquant que s'il n'existait aucune preuve de fraude électorale, des irrégularités avaient néanmoins entaché le scrutin.

Initialement prévu pour le 2 octobre 2016, un 3e tour avait finalement été organisé le 4 décembre, en raison de problèmes sur les enveloppes prévues pour le vote par correspondance qui avaient été distribuées aux électeurs souhaitant remplir leur devoir civique de cette façon.

Si aucun candidat ne rassemble sur son nom plus de la moitié des suffrages lors du 1er tour le 9 octobre, un 2e tour est organisé 4 semaines plus tard, soit le 6 novembre, entre les deux candidats arrivés en tête.

Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut Lazarsfeld les 19 et 20 septembre derniers, le président de la République sortant Alexander Van der Bellen pourrait être réélu dès le 1er tour avec 51% des suffrages. Il est suivi par Walter Rosenkranz (FPÖ) avec 16% et Dominik Wlazny (Marco Pogo), leader du Parti de la bière (BIER) et du groupe punk Turbobier, qui obtiendrait 12% des suffrages. Le duel pour la 2e place est engagé.

Admiratif du Premier ministre hongrois Viktor Orban (FIDESZ-MPSZ), Walter Rosenkranz est opposé aux sanctions économiques contre la Russie et il demande la mise en place de négociations de paix entre Kiev et

Moscou. Il a indiqué que s'il était élu président de la République, il révoquerait le gouvernement dirigé par le chancelier Karl Nehammer (Parti populaire, ÖVP) et qu'il nommerait un gouvernement d'experts.

LES CANDIDATS EN LICE

Alexander Van der Bellen a annoncé le 22 mai sa candidature à sa succession. Habituellement, dans ce cas de figure, les autres partis autrichiens ne présentent pas de candidat.

Le Parti social-démocrate (SPÖ) a confirmé qu'il se conformerait à cette tradition et qu'il accordait son soutien au chef de l'Etat sortant. Les Verts (DG), parti d'origine d'Alexander Van der Bellen, et Nouvelle Autriche (NEOS) l'ont imité. En revanche, le Parti populaire (ÖVP), s'il ne présente pas non plus de candidat contre le président, ne lui accorde pas son soutien, affirmant néanmoins lui souhaiter « *le meilleur dans cette élection à venir* ».

Les candidats sont :

- Alexander Van der Bellen, président de la République sortant, ancien porte-parole des Verts (1997-2008) ;
- Walter Rosenkranz, député du FPÖ et ombudsman du Conseil national (Nationalrat), chambre basse du Parlement ;
- Dominik Wlazny, surnommé Marco Pogo, leader du groupe punk Turbobier (chanteur et guitariste) et leader du Parti de la bière (BIER), parti « *indépendant, non conventionnel et audacieux* » et attaché à défendre la culture en Autriche ;
- Tassilo Wallentin, avocat et écrivain. Selon lui, « *l'Autriche a besoin à la présidence de quelqu'un qui ne soit pas*

Élection présidentielle en Autriche

9 octobre 2022

du sérail politique ». Il voit Alexander Van der Bellen comme un « *homme passif et fatigué par sa fonction* » ;

- Gerald Grosz, ancien président de l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ), animateur de télévision, homme d'affaires et écrivain ;
- Michael Brunner, président de L'humain, la liberté, les droits fondamentaux (MFG), parti opposé à la vaccination contre le Covid-19 ;
- Heinrich Staudinger, entrepreneur.

LE PRÉSIDENT SORTANT FAVORI

Alexander Van der Bellen, populaire auprès de ses compatriotes, s'appuie sur son expérience et sur sa connaissance de la fonction présidentielle pour faire campagne. Son mandat a été assez agité.

En 2017, l'Autriche a connu des élections législatives anticipées consécutives à la démission du vice-chancelier et dirigeant du Parti populaire (ÖVP), Reinhold Mitterlehner, de toutes ses fonctions. A l'issue du scrutin du 15 octobre, le chancelier sortant Christian Kern (SPÖ) a perdu sa majorité et il a été remplacé à son poste par Sebastian Kurz (ÖVP).

Deux ans plus tard, le 27 mai 2019, nouveau coup de théâtre. Le gouvernement est renversé par le Conseil national lors d'un vote de confiance, une première dans l'histoire de l'Autriche. L'événement est d'autant plus remarquable que la veille du vote de sa destitution, l'ÖVP de Sebastian Kurz avait remporté une large victoire aux élections européennes avec 34,55% des suffrages.

Le vote de défiance était consécutif à la diffusion, par deux médias allemands - *Der Spiegel* et *Die Süddeutsche Zeitung* -, d'une vidéo dans laquelle on voyait Heinz-Christian Strache, vice-chancelier, ministre de la Fonction publique et des Sports et dirigeant du FPÖ, et Johann Gudenus, chef du groupe parlementaire du FPÖ, filmés à leur insu dans une villa d'Ibiza en 2017 en train de négocier (avec une femme qui se faisait appeler Alyona Makarova et qui affirmait être la nièce de l'oligarque russe du gaz, Igor Makarov) un accès privilégié aux marchés publics autrichiens via la création d'une société de BTP en échange d'un soutien financier de sa part au FPÖ afin que celui-ci puisse acheter *Die Kronen Zeitung*, l'un des plus grands quotidiens autrichiens. A plusieurs reprises, la femme explique que les fonds qu'elle peut verser émanent de malversations financières.

Le 18 mai, Heinz-Christian Strache avait démissionné du gouvernement et le lendemain, il avait renoncé à la direction de FPÖ. Après la destitution du chancelier Sebastian Kurz, Brigitte Bierlein, présidente de la Cour constitutionnelle, a été nommée par le président de la République Alexander Van der Bellen pour assurer l'intérim à la tête du gouvernement. Le 3 juin 2019, celle-ci est donc devenue la première chancelière de l'histoire de l'Autriche.

Redevenu chancelier après les élections législatives du 29 septembre 2019, Sebastian Kurz a été acculé à la démission en 2021 en raison d'accusations de détournement de fonds publics (il a annoncé quitter définitivement la vie politique). Le ministre des Affaires étrangères sortant, Alexander Schallenberg (ÖVP), lui a succédé mais a été remplacé en moins de deux mois par Karl Nehammer (ÖVP).

Outre ces multiples crises politiques, le chef de l'Etat a dû faire face à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine. Rappelons que l'Autriche est un pays neutre (la neutralité perpétuelle du pays (*Immerwährende Neutralität Österreichs*)) est inscrite dans la Constitution depuis le 26 octobre 1955. Vienne n'adhère à aucune alliance militaire (l'Autriche n'est donc pas membre de l'OTAN) et le pays s'interdit d'accueillir une base militaire étrangère sur son territoire.

Le président sortant a reconnu s'être « *fourvoyé, comme beaucoup d'autres, au sujet de Vladimir Poutine* », ajoutant « *Je ne me serais jamais douté qu'il livrerait une guerre d'agression contre l'Ukraine* ».

Le chef de l'Etat, qui a refusé de participer à tout débat télévisé entre les candidats durant la campagne électorale, a choisi de se placer au-dessus de ses concurrents afin de mieux incarner la raison et la stabilité dans une période difficile. Il a indiqué redouter que les confrontations avec les autres candidats « *n'abîment la dignité de la fonction présidentielle* ».

LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE

La présidence de la République est, en Autriche, un poste essentiellement honorifique. Le chef de l'Etat désigne le Premier ministre et nomme l'ensemble du gouvernement. Il dispose du pouvoir de destituer le gouvernement ainsi

que (à la demande du gouvernement) le Conseil national (*Nationalrat*), chambre basse du Parlement, des pouvoirs dont aucun président de la République n'a encore jamais fait usage.

En 1959, le chef de l'Etat Adolf Schärf (SPÖ) avait refusé de nommer un gouvernement de coalition qui réunissait le Parti populaire (ÖVP) et des membres de l'Association des indépendants (VdU), parti d'extrême droite, composée, entre autres, d'anciens membres du Parti nazi. Il avait fini

par donner son aval à un gouvernement de coalition, qui rassemblait le Parti populaire et le Parti social-démocrate.

Commandant en chef des armées, le président autrichien est élu pour 6 ans et son mandat n'est renouvelable qu'une seule fois. Tout candidat à la fonction présidentielle doit être âgé d'au moins 35 ans et recueillir un minimum de 6 000 signatures d'électeurs ou obtenir le soutien d'au moins 5 membres du Conseil national pour se présenter.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 24 avril et 4 décembre 2016 en Autriche

Participation : 68,50% (1er tour), 72,75% (2e tour invalidé) et 74,20% (3e tour)

Candidats	1er tour		2e tour (invalidé)		3e tour	
	Nombre de voix	Pourcentage des suffrages	Nombre de voix	Pourcentage des suffrages	Nombre de voix	Pourcentage des suffrages
Norbert Hofer (FPÖ)	1 499 971	35,05	2 223 458	49,65	2 124 661	46,21
Alexander Van der Bellen (indépendant)	913 218	21,34	2 254 484	50,35	2 472 892	53,79
Irmgard Griss (indépendant)	810 641	18,94				
Rudolf Hundstorfer (SPÖ)	482 790	11,28				
Andreas Khol (ÖVP)	475 767	11,12				
Richard Lugner (indépendant)	96 783	2,26				

Source : [Ministère de l'Intérieur](#)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.